

**Compte rendu des décisions prises par Madame le Maire  
en application de l'article L.2122-22-4° du Code Général  
des Collectivités Territoriales**

L'article L.2122-22-4° du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que «le Maire peut, en outre, par délégation du Conseil Municipal, être en tout ou partie, et pour la durée de son mandat : (...) prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget».

Par délibération en date du 27 mars 2009, le Conseil Municipal a délégué cette compétence au Maire.

Par ailleurs, l'article L.2122-23 du Code des Collectivités Territoriales précise que le Maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du Conseil Municipal des décisions prises en vertu de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par conséquent, il est communiqué au Conseil Municipal le compte rendu des décisions prises par Madame le Maire en application de l'article L.2122-22-4° du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le 19 novembre 2012

COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES PAR MADAME LE MAIRE  
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L2122.22-4° DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

**MARCHES PUBLICS**

Date de Notification	Objet	Attributaires	Montant HT avant négociation	Montant HT après négociation
05/09/2012	Contrat d'achat de spectacle "Le Transmusibérien pour quatorz à cordes et récitant" qui a eu lieu à la Vieille Eglise le dimanche 14 octobre 2012	LES MINUTES HEUREUSES	11 000 euros	Achat spécifique, pas de négociation
04/10/2012	Conception et réalisation de cartes de vœux pour l'année 2013 sur le thème "La Forêt Enchantée"	LAGARDERE	Prix unitaire par carte de vœux (avec enveloppe) : 4,30 euros	Aucune remise proposée après négociation
05/11/2012	Acquisition de matériels de son, d'éclairage et de scène pour la Palais de la Culture, le Palais des Congrès et le Théâtre des Hauts-de-Sine Lot n°1 : matériels de son Lot n°2 : matériels d'éclairage	Lots n°1 et n°2 : DIVERSITY	Lot n°1 : 68 321,53 euros Lot n°2 : 85 740,96 euros	Négociation non autorisée par le code des marchés publics
05/11/2012	Entretien et travaux afférents aux installations téléphoniques et au câblage informatique des bâtiments	MEDIA COMMUNICATION	Marché traité à prix unitaires Montant minimum annuel : 100 000 euros Montant maximum annuel : 1 000 000 euros	Aucune remise proposée après négociation
05/11/2012	Fourniture de services de télécommunications Lot n°1 : téléphonie fixe - boucle locale et liaisons louées Lot n°2 : téléphonie fixe - boucle locale et présélection Lot n°3 : téléphonie mobile Lot n°4 : services de transmissions de données inter sites, d'accès au réseau Internet de type professionnel et services complémentaires	Lot n°1 : ORANGE BUSINESS SERVICES Lot n°2 : SFR BUSINESS TEAM Lot n°3 : BOUYGUES TELECOM Lot n°4 : RMI ADISTA	Marché traité à prix unitaires Sans minimum et sans maximum	Négociation non autorisée par le code des marchés publics
16/11/2012	Organisation de l'opération Intergénérationnelle "Puteaux en neige" saison 2012/2013 Lot n°1 : fourniture et mise en place d'une patinoire Périodes : du 01er décembre 2012 au 27 janvier 2013	ELEXPO	Le marché est traité à prix unitaires Simulation de commande : 656 148 euros	Après négociation, le pouvoir adjudicateur a obtenu à prix constant la fourniture d'un groupe froid supplémentaire ainsi qu'un ours polaire en led

**COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES PAR MADAME LE MAIRE  
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L2122.22-4° DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**AVENANTS**

<b>Date de Notification</b>	<b>Objet</b>	<b>Attributaires</b>
04/10/2012	Avenant n°1 au marché relatif au marquage au sol de la signalisation horizontale de la Ville de Puteaux	AXIMUM
17/10/2012	Avenant n°1 au marché relatif à la maintenance du progiciel de gestion financière Sédit Marianne	BERGER LEVRAULT
18/10/2012	Avenant n°1 au contrat de maintenance préventive et corrective du logiciel ORPHEE MEDIA SQL	C3RB INFORMATIQUE
19/10/2012	Avenant n°2 au marché relatif aux travaux d'entretien de la voirie routière	FAYOLLE ET FILS
23/10/2012	Avenant n°2 au marché relatif aux travaux neufs de voirie	FAYOLLE ET FILS

## COMMUNICATION

19/11/2012

### CONSEIL MUNICIPAL DU 28 NOVEMBRE 2012

#### **COMMUNICATION RELATIVE AUX SOUS-TRAITANTS**

Il est communiqué au Conseil Municipal l'agrément des sous-traitants suivants :

1.	Marché relatif à la construction d'un parking souterrain à l'angle des rues F. de Pressensé, Voltaire et G. Lagagneux pour l'entreprise BENTIN, titulaire et l'entreprise SECA, sous-traitant, pour la fourniture et l'installation d'un ascenseur (annulation du précédent acte de sous-traitance)
2.	Marché relatif à la construction d'un parking souterrain à l'angle des rues F. de Pressensé, Voltaire et G. Lagagneux pour l'entreprise BENTIN, titulaire et l'entreprise RTCE, sous-traitant, pour des travaux divers d'électricité
3.	Marché pour la construction d'un conservatoire municipal de musique, danse, art dramatique et chant pour l'entreprise BATEG, titulaire et l'entreprise NAVIBAT, sous-traitant, pour des travaux de peinture
4.	Marché pour la construction d'un conservatoire municipal de musique, danse, art dramatique et chant pour l'entreprise BATEG, titulaire et l'entreprise S.3.R., sous-traitant, pour les revêtement de sols – revêtement mural céramique et l'étanchéité-couverture
5.	Marché pour la construction d'un conservatoire municipal de musique, danse, art dramatique et chant pour l'entreprise BATEG, titulaire et l'entreprise RECMA, sous-traitant, pour la fourniture et la pose de carrelage/faïence
6.	Marché pour l'étude et la réalisation d'une mezzanine – Création de locaux « jeunesse et sports » pour l'entreprise CLEOME, titulaire et l'entreprise PERGOLESE INGENIERIE, sous-traitant, pour l'étude et la conception structure pour la création d'une mezzanine
7.	Marché pour l'étude et la réalisation d'une mezzanine – Création de locaux « jeunesse et sports » pour l'entreprise CLEOME, titulaire et l'entreprise BINEAU FRANCE, sous-traitant, pour les travaux de fouilles et de reconnaissance de sol avant adaptation de la structure métallique

8.	Marché de réaménagement du centre médico-social de Puteaux pour l'entreprise RAID, titulaire et l'entreprise L'ART ET LE BOIS, sous-traitant pour les travaux de menuiseries.
9.	Marché de maintenance multi techniques – pour l'entreprise ENERGILEC, titulaire et l'entreprise 3FC+NET, sous-traitant, pour le nettoyage HP de l'arc en pierre.
10.	Marché de maintenance multi techniques – pour l'entreprise ENERGILEC, titulaire et l'entreprise 3FC+NET, sous-traitant, pour le nettoyage de 2 escaliers.
11.	Marché de maintenance et d'entretien des installations électriques dans les bâtiments communaux pour l'entreprise AMICA, titulaire et l'entreprise TEB, sous-traitant pour les interventions ponctuelles de maintenance et d'entretien des installations électriques de janvier à fin mars 2012 (Annulation de l'acte de sous-traitance – Travaux non effectués).
12.	Marché de maintenance et d'entretien des installations électriques dans les bâtiments communaux pour l'entreprise AMICA, titulaire et l'entreprise LUNELEC, sous-traitant pour les interventions ponctuelles de maintenance et d'entretien des installations électriques de janvier à fin mars 2012 (Annulation de l'acte de sous-traitance – Travaux non effectués).
13.	Marché pour la construction d'un conservatoire municipal de musique, danse, art dramatique et chant pour l'entreprise BATEG, titulaire et l'entreprise CHARBONNEL, sous-traitant, pour les faux plafonds suspendus.
14.	Marché pour la construction d'un conservatoire municipal de musique, danse, art dramatique et chant pour l'entreprise BATEG, titulaire et l'entreprise DE JESUS, sous-traitant, pour les chapes acoustiques et planchers chauffants.
15.	Marché pour la construction d'un conservatoire municipal de musique, danse, art dramatique et chant pour l'entreprise BATEG, titulaire et l'entreprise M.T.I. FRANCE, sous-traitant, pour le flocage acoustique et thermique.
16.	Marché pour la construction d'un conservatoire municipal de musique, danse, art dramatique et chant pour l'entreprise BATEG, titulaire, l'entreprise RIM CONSTRUCTIONS, sous-traitant de 1 <sup>er</sup> rang et l'entreprise LOPES DE BARROS, sous-traitant de 2 <sup>ème</sup> rang, pour les cloisons, doublage – faux-plafonds.
17.	Marché pour la construction d'un conservatoire municipal de musique, danse, art dramatique et chant pour l'entreprise BATEG, titulaire, l'entreprise AUER, sous-traitant de 1 <sup>er</sup> rang et l'entreprise M.B. INDUSTRIE, sous-traitant de 2 <sup>ème</sup> rang, pour

	le flocage charpente métallique.
18.	Marché multiservices relatif à la maintenance et à l'entretien du Palais des Sports pour l'entreprise ENERGILEC, titulaire, l'entreprise CLIMAFRAIS, sous-traitant, pour l'entretien de la climatisation.
19.	Marché de maintenance et d'entretien des équipements de traitement d'eau dans les piscines municipales pour l'entreprise ENERGILEC, titulaire et l'entreprise A.D, sous-traitant pour l'installation d'un compteur d'eau au centre-médico DOLTO (bassins balnéo) (Annulation de l'acte de sous-traitance – Travaux non effectués)
20.	Marché de maintenance et d'entretien des équipements de traitement d'eau dans les piscines municipales pour l'entreprise ENERGILEC, titulaire et l'entreprise SIGMA, sous-traitant pour l'installation d'un agitateur. (Annulation de l'acte de sous-traitance – Travaux non effectués)
21.	Marché de travaux de réfection des façades et création de cages d'escalier en extension du hall des sports « Marius Régner » pour l'entreprise SEMAP, titulaire, l'entreprise JOLY, sous-traitant, pour la fourniture et la pose de bardage translucide.
22.	Marché pour la construction d'un conservatoire municipal de musique, danse, art dramatique et chant pour l'entreprise BATEG, titulaire, l'entreprise SERCLIM, sous-traitant de 1 <sup>er</sup> rang et l'entreprise C.V.M., sous-traitant de 2 <sup>ème</sup> rang, pour la pose de réseaux de gaines de ventilation.
23.	Marché pour la construction d'un conservatoire municipal de musique, danse, art dramatique et chant pour l'entreprise BATEG, titulaire, l'entreprise SERCLIM, sous-traitant de 1 <sup>er</sup> rang et l'entreprise G.T.P.I., sous-traitant de 2 <sup>ème</sup> rang, pour les travaux de tuyauterie chauffage.
24.	Marché pour la construction d'un parking souterrain à l'angle des rues F. de Pressensé, Voltaire et G. Lagagneux – Lot n° 1 pour l'entreprise CERP, titulaire et l'entreprise ISOBAC, sous-traitant, pour les travaux d'étanchéité.

**CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du MERCREDI 28 NOVEMBRE 2012**

**QUESTION N° 9**

**DESIGNATION DES REPRESENTANTS  
DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DE DIVERS  
ORGANISMES**

## **RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE**

### **Désignation de représentants du Conseil municipal au sein de divers organismes**

Il s'agit de désigner de nouveaux représentants au sein des organismes suivants :

- O.P.H.
- C.C.A.S.
- Communauté d'Agglomération Seine Défense
- Conseil d'Administration Lycée Agora



**CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du MERCREDI 28 NOVEMBRE 2012**

**QUESTION N° 10**

**CONVENTIONS DE RESIDENCE ENTRE  
LA VILLE ET DEUX COLLECTIFS DE MUSICIENS**

## **RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE**

### **CONVENTIONS DE RESIDENCE ENTRE LA VILLE ET DEUX COLLECTIFS DE MUSICIENS**

Suite au classement du Conservatoire municipal en Conservatoire à Rayonnement Communal, le rapport d'inspection ministérielle préconise la mise en place d'une résidence d'ensembles de musique contemporaine, afin de mettre en application le programme pédagogique.

Les ensembles « Multilatérale » et « Itinéraire » sont recommandés par le Ministère de la Culture.

L'ensemble Itinéraire, association Loi 1901, est un ensemble de musique contemporaine qui souhaite promouvoir des actions de diffusion auprès de nouveaux publics.

Le collectif Multilatérale, association Loi 1901, regroupe des musiciens qui souhaitent promouvoir la musique contemporaine par des actions de pédagogie et de diffusion auprès de nouveaux publics, notamment auprès des scolaires.

Considérant la musique comme un vecteur d'épanouissement des individus, la Commune entend mettre en place des conventions de résidence avec ces associations

Au vu de ces éléments, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les termes de la convention entre la Ville et l'ensemble l'Itinéraire.
- d'approuver les termes de la convention entre la Ville et le collectif Multilatérale.
- d'autoriser le Maire, ou son représentant légal, à signer lesdites conventions,
- d'autoriser le Maire, ou son représentant légal, à demander une subvention à la DRAC d'Ile de France et au Conseil Général des Hauts de Seine.

# PROJET

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment ses articles L.222-1 et suivants, et L. 2125-1 et suivants,

Vu le Code de l'Education, notamment son article L.121-5,

Vu le rapport de la Direction générale,

Considérant que l'ensemble L'Itinéraire sollicite dans le cadre de l'installation d'une résidence musicale à Puteaux la possibilité de promouvoir la musique contemporaine auprès de nouveaux publics,

## DELIBERE :

**Article 1-** : Approuve le projet de convention de résidence musicale entre la Ville de Puteaux et l'ensemble l'Itinéraire, relatif à la réalisation d'actions dans le domaine de la pédagogie, de la création et de la diffusion par le biais d'interventions et de concerts.

**Article 2-** : Autorise le Maire, ou son représentant légal, à signer ladite convention avec l'ensemble l'Itinéraire.

**Article 3-** : Autorise le Maire, ou son représentant légal, à demander une subvention à la DRAC Ile de France et au Conseil Général des Hauts-de-Seine dans le cadre des résidences musicales.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

**PROJET**  
Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment ses articles L.222-1 et suivants, et L. 2125-1 et suivants,

Vu le Code de l'Education, notamment son article L.121-5,

Vu le rapport de la Direction générale,

Considérant que le collectif Multilatérale, association Loi 1901, sollicite dans le cadre de l'installation d'une résidence musicale à Puteaux la possibilité de promouvoir la musique contemporaine auprès de nouveaux publics,

#### **DELIBERE :**

**Article 1- :** Approuve le projet de convention de résidence musicale entre la Ville de Puteaux et le collectif Multilatérale, relatif à la réalisation d'actions dans le domaine de la pédagogie, de la création et de la diffusion par le biais d'interventions en milieu scolaire et de concerts.

**Article 2- :** Autorise le Maire, ou son représentant légal, à signer ladite convention avec le collectif Multilatérale.

**Article 3- :** Autorise le Maire, ou son représentant légal, à demander une subvention à la DRAC Ile de France et au Conseil Général des Hauts-de-Seine dans le cadre des résidences musicales.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

**PROJET**



**Ville de Puteaux**  
Conservatoire à Rayonnement Communal Jean-Baptiste Lully  
157 rue de la République  
92800 Puteaux

## **CONVENTION DE RESIDENCE**

Entre :

La Ville de Puteaux, le conservatoire représenté par Madame Joëlle CECCALDI-RAYNAUD, Maire.

Adresse postale : Conservatoire à rayonnement Communal Jean-Baptiste Lully  
157 rue de la République 92800 Puteaux  
Tél : 01 46 92 75 22

N° de SIRET : 219 200 623 000 11

Code APE : 8411Z

Et

Le Collectif « Multilatérale », représenté par M Yann Robin en qualité de directeur artistique.

Adresse du siège : Collectif Multilatérale  
C/O Raphaële Hurel  
61 rue des Cloÿs  
75018 PARIS  
Tel : 06 10 34 84 70

Association Loi 1901

N° de SIRET : 489 743 559 000 36

Code APE : 9001Z

N° de Licence : 2-1036151

### **IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :**

Considérant la volonté de la Ville de Puteaux de s'associer le concours d'un ensemble de musique contemporaine et de promouvoir son développement,

Considérant la démarche du collectif et de l'Ensemble Multilatérale qui depuis 2005, regroupent des compositeurs, des interprètes, des musicologues et des professionnels de l'entreprise culturelle autour d'un projet commun, donner à entendre la jeune musique d'aujourd'hui, grâce à des concerts, des projets transdisciplinaires, des interventions pédagogiques en milieu scolaires,

## **IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

### **Article 1 : OBJET**

La Ville de Puteaux et le Collectif « Multilatérale » décident de s'associer pour réaliser des actions dans le domaine de la pédagogie, par le biais d'interventions au conservatoire et dans les écoles élémentaires de la ville, et pour réaliser des actions dans le domaine de la création et de la diffusion par le biais de concerts destinés à toucher de nouveaux publics.

### **Article 2 : ACTIONS MENEES PAR LES PARTIES**

Les actions planifiées à ce jour sont :

#### *Décembre 2012 :*

Interventions au conservatoire auprès des étudiants dans le cadre de la préparation à l'option musique au baccalauréat.

#### *En mars 2013 :*

-Un concert autour de la percussion, « Pulse », programme Xenakis/Hurel/Maresz. Au conservatoire, préparation pédagogique à l'écoute de ce concert avec les musiciens du collectif Multilatérale autour d'un atelier de présentation de la percussion.

#### *En juin 2013 :*

- La formation des musiciens intervenants de la ville de Puteaux par des responsables des activités pédagogiques au sein du collectif Multilatérale au logiciel E Lab qui sera ensuite utilisé avec les élèves de 6 classes des écoles élémentaires pour le projet « Imagine le palais des sons... ».

#### *Second semestre 2013 :*

- Résidence et création du spectacle « Bério et l'écrivain », spectacle jeune public incluant les Folk Songs de Bério et une trame narrative écrite par l'écrivain Philippe Drouin.

#### *Dernier trimestre 2013 :*

- Mise en place dans les écoles de la ville de Puteaux des ateliers E-Lab avec des groupes d'élèves sous la houlette des musiciens intervenants du conservatoire de Puteaux. Intervention dans les écoles des musiciens de Multilatérale.

Pour l'ensemble de ces actions, le Preneur percevra la somme de 15 000 euros HT (détail du budget annexé à la convention).



VILLE DE PUTEAUX



### **Article 3 : OBLIGATIONS DES PARTIES**

a) La ville de Puteaux s'engage auprès de Multilatérale :

- à mettre à disposition un soutien au niveau de la technique et de l'informatique, les locaux nécessaires aux interventions et une salle équipée et en ordre de marche pour les concerts.
- à inscrire toutes les mentions obligatoires fournies par le collectif Multilatérale sur les documents de communication à savoir, les co-producteurs ou partenaires institutionnels des concerts présentés dans le cadre de la résidence.

b) Le collectif Multilatérale s'engage, lors des concerts à faire figurer sur les documents d'information : « ensemble en résidence, soutenu par la DRAC Ile de France et la Ville de Puteaux ».

### **Article 4 : CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION**

Pour la réalisation des engagements présentés dans l'article 1, la Ville de Puteaux sous réserve d'approbation des assemblées concernées, interviendra pour supporter financièrement les opérations à hauteur de ce qui est mentionné dans le budget.

### **Article 5 : DUREE ET RESILIATION**

La présente convention est conclue pour l'année 2012-2013.

Elle peut être résiliée de plein droit sans indemnités d'aucune sorte par l'une des parties avec un préavis de trois mois.

### **Article 6 : LITIGE**

Les parties conviennent de s'en remettre à la compétence du tribunal Administratif de Cergy Pontoise pour statuer sur tout litige lié à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Fait à Puteaux, le

Pour la ville de Puteaux

Pour le Collectif « Multilatérale »  
Ensemble en résidence

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

Maire de Puteaux

PROJET



### **Ville de Puteaux**

Conservatoire à Rayonnement Communal Jean-Baptiste Lully  
157 rue de la République  
92800 Puteaux

## **CONVENTION DE RESIDENCE**

Entre :

La Ville de Puteaux, son Conservatoire représenté par Madame Joëlle CECCALDI-RAYNAUD, Maire.

Adresse postale : Conservatoire à Rayonnement Communal Jean-Baptiste Lully  
157 rue de la République  
92800 Puteaux  
Tél : 01 46 92 75 22

N° de SIRET : 219 200 623 000 11

Code APE : 8411Z

Et



L'Ensemble « l'itinéraire » représenté par M. Bernard Brun en qualité de Président

Adresse postale : 22 rue Geoffroy l'Asnier  
75004 PARIS  
Tél : 01 45 89 56 93

Association Loi 1901

N° de SIRET : 305 897 407 000 63

Code APE : 9002 Z

N° de Licence : 2-1041391

Ci-après dénommée « Le Preneur »

### **IL EST EXPOSE CE QUI SUIV :**

Considérant la volonté de la Ville de Puteaux de s'associer le concours d'un ensemble de musique contemporaine et de promouvoir son développement,

Considérant la démarche de l'ensemble « l'itinéraire », un des principaux ensembles européens dédiés au répertoire contemporain, qui s'appuie sur des solistes de haut niveau et s'entoure de compositeurs de la nouvelle génération pour ouvrir toujours plus son champ d'investigation et d'innovation musicales,



Les deux parties décident de s'associer pour réaliser des actions dans le domaine de la pédagogie, de la création et de la diffusion par le biais d'interventions et de concerts pour toucher de nouveaux publics.

## **IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

### **Article 1 : OBJET**

Le présente convention a pour objet la mise à disposition au profit du preneur, pour les besoins exclusifs de l'ensemble « l'itinéraire », une salle équipée et en ordre de marche pour les concerts.

### **Article 2 : ACTIONS MENEES PAR LE PRENEUR**

Les actions à ce jour sont :

- *A partir de novembre 2012 :*

Des interventions des musiciens de l'Itinéraire auprès des élèves de la classe d'improvisation.

Des interventions des musiciens de l'Itinéraire auprès des élèves de la classe de composition avec écriture de pièces.

- *1er trimestre 2013:*

\* Un concert de l'ensemble l'Itinéraire « Debussy...et après...et après... »

\* Un concert de l'ensemble l'Itinéraire « La page blanche ».

Pour l'ensemble de ces actions, le Preneur percevra la somme de 13 700 euros HT (détail du budget annexé à la convention) : soit 6 000 euros sur 2012 et 7 700 euros sur 2013.

### **Article 3 : CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION**

La Ville de Puteaux s'engage auprès de l'ensemble « l'Itinéraire » à mettre à disposition les locaux nécessaires aux interventions et une salle équipée et en ordre de marche pour les concerts à déterminer en fonction des actions définies à l'article 2.

### **Article 4 : COMMUNICATION**

L'ensemble l'Itinéraire s'engage, lors des concerts, à faire figurer sur les documents d'information : « ensemble soutenu par la ville de Puteaux ».

La ville de Puteaux s'engage à inscrire toutes les mentions obligatoires fournies par l'ensemble l'Itinéraire sur les documents de communication à savoir, les co-producteurs ou partenaires institutionnels des concerts présentés dans le cadre de la résidence.



VILLE DE PUTEAUX

CONSERVATOIRE



Jean-Baptiste Lully

Conservatoire de la Ville de Puteaux

## **Article 5 : CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION**

Pour la réalisation des engagements présentés dans l'article 2, la Ville de Puteaux sous réserve d'approbation des assemblées concernées, interviendra pour supporter financièrement les opérations à hauteur de ce qui est mentionné dans le budget.

## **Article 6 : DUREE ET RESILIATION**

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

Elle peut être résiliée de plein droit sans indemnités d'aucune sorte par l'une des parties avec un préavis de trois mois.

## **Article 7 : LITIGE**

Les parties conviennent de s'en remettre à la compétence du tribunal Administratif de Cergy Pontoise pour statuer sur tout litige lié à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Fait à Puteaux, le

Pour la ville de Puteaux

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

Maire de Puteaux

Pour l'ensemble l'Itinéraire  
Ensemble en résidence

Bernard BRUN

Président

## ANNEXE

**- Concert « Debussy...et après... et après » - 6 706 euros**

œuvres de Claude Debussy, Tristan Murail, Jean-Luc Hervé, Marco Momi et Philippe Leroux.  
Programme pour 6 musiciens et chef d'orchestre

**- Concert « La page blanche » - 3 200 euros**

œuvres écrites, semi-écrites, improvisées de John Cage, Francesco Filidei, Morton Feldman, Steve Reich et Jeff Chippewa.  
Sollicitation du public par le sound-painting  
Programme pour 6 musiciens

**- Atelier « La page blanche » - 897 euros**

Atelier à destination de la classe d'improvisation et des élèves intéressés par le sound-painting

**- Atelier « Ré-écrire le passé » - 897 euros d'intervention pédagogique et 2 000 euros pour la création d'une œuvre d'un étudiant de la classe de composition**

Atelier à destination de la classe de composition.

**CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du MERCREDI 28 NOVEMBRE 2012**

**QUESTION N° 11**

**CONVENTION ENTRE LA VILLE  
ET L'EDUCATION NATIONALE POUR LES  
INTERVENTIONS DU CONSERVATOIRE EN MILIEU  
SCOLAIRE**

## **RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE**

<p><b>CONVENTION ENTRE LA VILLE DE PUTEAUX ET L'EDUCATION NATIONALE</b></p> <p><b>INTERVENTIONS DU CONSERVATOIRE EN MILIEU SCOLAIRE</b></p>
---

Le Conservatoire propose un certain nombre d'interventions en milieu scolaire qui, lorsqu'elles concernent les écoles primaires et maternelles doivent faire l'objet d'une convention entre l'Education Nationale et la collectivité territoriale.

C'est ainsi qu'à la rentrée 2012, trois heures de musique (professeurs du conservatoire) seront proposées dans chaque école élémentaire et maternelle pour aider les professeurs des écoles dans le montage et la réalisation des projets musicaux spécialisés.

De plus, trois projets d'orchestres de « percussion corporelle » seront installés en complément de « l'orchestre à vents » qui, lui, fait l'objet d'une convention spécifique.

Egalement, pour une heure hebdomadaire, un professeur de piano du conservatoire accompagnera la chorale de l'école Pyramide, scellant ainsi la collaboration entre les différentes équipes pédagogiques.

Enfin, quatre heures de théâtre seront proposées dans 9 écoles primaires.

Dans ces conditions, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les termes de la convention à intervenir entre la ville de Puteaux et l'Education Nationale,
- d'autoriser Madame Le Maire, ou son représentant légal, à signer ladite convention.

**PROJET**

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L 911-6 du Code de l'Education,

Vu le décret n° 88-709 du 6 mai 1988 pris pour l'application de la loi 88-20 du 6 janvier 1988 relative aux enseignements artistiques,

Vu le schéma d'orientation pédagogique du Ministère de la culture et de la communication,

Vu la charte de l'enseignement artistique spécialisé,

Vu le schéma départemental des enseignements artistiques,

Considérant l'intérêt pédagogique pour les enfants puteoliens,

Vu le projet de convention annexé,

Vu le rapport de la Direction générale,

**DELIBERE :**

**Article 1-** : Approuve le projet de la convention à conclure entre la Ville de Puteaux et l'Education Nationale.

**Article 2-** : Autorise le Maire, ou son représentant légal, à signer ladite convention visée à l'article 1.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

**PROJET**

# 11<sup>e</sup> et 29<sup>e</sup> Circonscription des Hauts-de-Seine

## Commune de Puteaux

### Convention pour l'organisation des activités d'éducation musicale, de danse et théâtrale

#### Références réglementaires :

- Code de l'éducation, notamment l'article L911-6,
- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,
- Arrêté du 9 juin 2008 instaurant les programmes de l'enseignement de l'école primaire,
- Décret n° 88-709 du 6 mai 1988 pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 88-20 du 6 janvier 1988 relative aux enseignements artistiques et définissant les conditions dans lesquelles certaines personnes peuvent apporter leur concours aux enseignements artistiques du premier et du second degré,
- Circulaire n° 91-124 du 6 juin 1991 relative à l'établissement du règlement type départemental des écoles maternelles et élémentaires,
- Circulaire n° 92-196 du 3 juillet 1992 relative à la participation d'intervenants extérieurs aux activités d'enseignement dans les écoles maternelles et élémentaires,
- Note de service n° 87-373 du 23 novembre 1987 relatif à l'agrément des intervenants extérieurs dans les établissements scolaires du premier degré,
- Circulaire n° 84-220 du 25 juin 1984 relatif aux centres de formation de musiciens intervenant à l'école élémentaire et préélémentaire.

#### Entre les soussignés

La ville de Puteaux située, 2, rue Carnot, 92150 Puteaux représentée par son maire en exercice, Madame Ceccaldi-Reynaud sur autorisation du conseil municipal, dans une délibération datée du XX/XX/XXXX

et

L'inspection académique des Hauts-de-Seine située, 167/177 avenue Joliot-Curie, 92013 Nanterre cedex, représentée par Monsieur Edouard Rosselet, l'Inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'Education nationale,

**Il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

#### Article 1 : Définition des activités concernées

Le socle commun des connaissances et des compétences dispose que la « culture humaniste contribue à la formation du jugement, du goût et de la sensibilité. Elle enrichit la perception du réel, ouvre l'esprit à la diversité des situations humaines, invite à la réflexion sur ses propres opinions et sentiments et suscite des émotions esthétiques. Elle se fonde sur l'analyse et l'interprétation des textes et des œuvres d'époques ou de genres différents. »

Il précise que les élèves doivent « être préparés à partager une culture européenne par une connaissance d'œuvres musicales majeures du patrimoine français, européen et mondial (ancien, moderne ou contemporain). » Ils doivent être capables « de situer dans le temps les œuvres artistiques étudiées et de les mettre en relation avec des faits historiques ou culturels utiles à leur compréhension ; d'avoir une approche sensible de la réalité. [...] La culture humaniste que dispense l'école donne aux élèves des références communes. Elle donne aussi à chacun l'envie d'avoir une vie culturelle personnelle par la pratique d'une activité culturelle, artistique [...] »

Le préambule des *programmes d'enseignement de l'école primaire (arrêté du 9 juin 2008)* indique que « C'est en proposant aux élèves un enseignement structuré et explicite, orienté vers l'acquisition des savoirs de base, et en leur offrant des entraînements systématiques à la lecture, à l'écriture, à la maîtrise de la langue française et des mathématiques, ainsi que de solides repères culturels, qu'on les préparera à la réussite. » et encore que « L'intégration à la vie collective suppose aussi que l'école fasse une place plus importante aux arts, qui donnent des références communes et stimulent la sensibilité et l'imagination. »

En vue d'atteindre ces objectifs, la ville de Puteaux met à la disposition des enseignants la possibilité de bénéficier d'actions pédagogiques conduites par le personnel du conservatoire, structure municipale d'éducation aux arts (musique, théâtre, danse). Ces actions contribuent à l'éducation globale de l'enfant et s'inscrivent dans le projet d'école et le projet pédagogique de la classe.

Les activités se déroulent conformément aux textes officiels en vigueur et au règlement intérieur des écoles et du conservatoire.

## **Article 2 :   Lieu**

Les activités se déroulent dans les écoles.

## **Article 3 :   Conditions pédagogiques de l'organisation des activités**

### **3.1.   Objectifs visés**

Les activités conduites par le personnel du Conservatoire visent à permettre aux élèves des classes élémentaires de développer leurs connaissances, compétences et attitudes dans le domaine de l'éducation musicale.

Au cycle des apprentissages fondamentaux, le programme précise que « S'appuyant sur l'apprentissage d'un répertoire d'une dizaine de comptines ou chansons et sur l'écoute d'extraits d'œuvres diverses, l'éducation musicale au CP et au CE1 conduit les élèves à chanter en portant attention à la justesse tonale, à l'exactitude rythmique, à la puissance de la voix, à la respiration et à l'articulation ; ils apprennent à respecter les exigences d'une expression musicale collective ; ils s'exercent à repérer des éléments musicaux caractéristiques très simples, concernant les thèmes mélodiques, les rythmes et le tempo, les intensités, les timbres. Ils commencent à reconnaître les grandes familles d'instruments. »

Au cycle des approfondissements, le programme précise que « L'éducation musicale s'appuie sur des pratiques concernant la voix et l'écoute : jeux vocaux, chants divers, en canon et à deux voix, en petits groupes ou en formation chorale. Ces pratiques vocales peuvent s'enrichir de jeux rythmiques sur des formules simples joués sur des objets sonores appropriés. Grâce à des activités d'écoute, les élèves s'exercent à comparer des œuvres musicales, découvrent la variété des



genres et des styles selon les époques et les cultures. La perception et l'identification d'éléments musicaux caractéristiques de la musique écoutée prolonge le travail engagé au CP et au CE1. Pratiques vocales et pratiques d'écoute contribuent à l'enseignement de l'histoire des arts. »

Les enseignants définissent les priorités pédagogiques à développer. Comme le précise le décret n°88-709 du 6 mai 1988 dans son article 3, les personnes qui y contribuent « sont associées à la conception de ce projet. ». Il s'agit ainsi de rechercher une complémentarité et une cohérence entre les partenaires.

Le projet de classe s'intègre dans le projet d'école.

### **3.2. Classes concernées**

Toutes les classes maternelles et élémentaires des écoles de Puteaux peuvent bénéficier des activités proposées eu égard aux moyens mis à la disposition des écoles par le conservatoire.

### **3.3. Conditions relatives aux interventions**

Les interventions se déroulent suite au dépôt d'un projet à l'inspection de l'Education nationale et au conservatoire. Une commission partenariale (Education nationale et ville de Puteaux) statue sur la recevabilité de la demande en fonction de critères pédagogiques et des moyens disponibles.

Un planning des interventions est élaboré par l'équipe du Conservatoire en début d'année scolaire transmis aux écoles par l'intermédiaire de l'inspection de l'Education nationale.

Les interventions peuvent prendre trois formes :

- Un accompagnement au piano (une séance hebdomadaire) pour l'organisation d'une chorale scolaire à l'école Pyramide
- Des interventions de d'harmonie auront lieu dans les écoles élémentaires en fonction des projets proposés par les professeurs des écoles. Une commission aura lieu à l'Inspection pour la répartition des interventions.
- La mise en place du projet d'implantation de l'éveil musique et danse dans toutes les maternelles de la ville (moyennes et grandes sections). Le projet détaillé se trouve en annexe.
- Des interventions de professeurs de théâtre dans les écoles élémentaires en fonction des projets proposés par les professeurs des écoles.

Les intervenants du conservatoire feront l'objet en septembre d'une demande d'agrément auprès de l'inspection.

En cas d'absence d'un professeur des écoles, les séances sont annulées.

### **3.4. Nombre de séances**

Le nombre de séances varie en fonction du type d'intervention retenue. Il est cependant à noter que ces actions viseront à toucher le plus d'élèves possible.

### **3.5. Durée des séances**

La durée des séances est variable en fonction du projet.

## **Article 4 : Rôle respect**

### **if des enseignants et des intervenants**

#### **4.1. Rôle des enseignants**

La circulaire n°92-196 du 3 juillet 1992 dispose que « La responsabilité pédagogique de l'organisation des activités scolaires incombe à l'enseignant titulaire de la classe ou à celui de ses collègues nommément désigné dans le cadre d'un échange de services ou d'un remplacement. Il en assure la mise en œuvre par sa participation et sa présence effective. »

Conformément à la circulaire n°91-124 du 6 juin 1991, l'enseignant peut se trouver déchargé de la surveillance de groupes d'élèves confiés à des intervenants extérieurs, sous réserve que :

- par sa présence et son action, il assume de façon permanente la responsabilité pédagogique de l'organisation et de la mise en œuvre des activités scolaires ;
- il sache constamment où sont ses élèves ;
- les intervenants extérieurs aient été régulièrement autorisés.

La circulaire n°91-124 du 6 juin 1991 précise trois situations :

« 1. *Organisation habituelle.*

La classe fonctionne en un seul groupe. L'enseignant doit alors assurer, non seulement l'organisation pédagogique de la séance, mais également le contrôle effectif de son déroulement.

2. *Organisations exceptionnelles.*

a) *Les élèves répartis en groupes dispersés sont encadrés par des intervenants extérieurs et l'enseignant n'a en charge aucun groupe en particulier.* Son rôle est le même que dans le cas précédent. Le contrôle sera adapté aux caractéristiques du site et à la nature de l'activité. Sauf impossibilité matérielle, l'enseignant procédera au contrôle successif du déroulement de la séance dans les différents groupes et à la coordination de l'ensemble.

b) *Les élèves répartis en groupes dispersés sont encadrés par des intervenants extérieurs et l'enseignant a en charge directement l'un des groupes.* L'enseignant n'aura plus à assurer le contrôle du déroulement de la séance.

Son action consistera à définir préalablement l'organisation générale de l'activité avec une répartition précise des tâches et à procéder *a posteriori* à son évaluation. »

Il est de la responsabilité de l'enseignant :

- d'élaborer un projet de classe qui s'inscrit dans le projet d'école,
- d'associer l'intervenant au projet, anticiper ses demandes, organiser une concertation régulière et évaluer les résultats des actions menées.

#### **4.2. Rôle des intervenants extérieurs**

L'article L911-6 du code de l'Education dispose que « Des personnes justifiant d'une compétence professionnelle dans les domaines de la création ou de l'expression artistique, de l'histoire de l'art ou de la conservation du patrimoine peuvent apporter, sous la responsabilité des personnels enseignants, leur concours aux enseignements artistiques dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. »

Chaque intervenant du Conservatoire apporte donc son expertise dans le domaine de l'éducation musicale, « un éclairage technique ou une autre approche qui enrichit l'enseignement et conforte les apprentissages conduits par l'enseignant de la classe. Il ne se substitue pas à lui. » comme le précise

la circulaire n°92-196 du 3 juillet 1992. Ses interventions s'intègrent dans le projet pédagogique de la classe et le projet d'école.

En fonction du projet et de l'intervenant retenu, il s'agira de :

- Assurer un accompagnement au piano pour la création d'une chorale scolaire ;
- Intervenir sur des projets d'éducation musicale comme la pratique du chant, de la chorale, du rythme ; l'histoire des arts ; l'écoute d'œuvres musicales ...eu égard aux objectifs définis dans les programmes.
- Intervenir spécifiquement dans le domaine du rythme afin de permettre aux élèves « de participer avec exactitude à un jeu rythmique » comme le précise le deuxième palier du socle commun de connaissances et de compétences.
- Intervenir sur des projets d'éveil théâtral comme l'étude de textes, la pratique du jeu théâtral, l'improvisation, l'écriture, le mime...eu égard aux objectifs définis dans les programmes.

Son intervention est autorisée par le directeur (la directrice) de l'école concernée.

#### **Article 5 : Conditions de sécurité nécessaires au déroulement des activités**

Quelles que soient les modalités organisationnelles prévues pour la mise en œuvre des activités, la circulaire n° 92-196 du 3 juillet 1992 précise qu' « il appartient à l'enseignant, s'il est à même de constater que les conditions de sécurité ne sont manifestement plus réunies, de suspendre ou d'interrompre immédiatement l'activité. L'enseignant informe, ensuite, sans délai, sous couvert du directeur, l'inspecteur de l'Education nationale de la mesure prise. »

En outre, la circulaire précise que « lorsqu'un intervenant se voit confier l'encadrement d'un groupe d'élèves, en particulier dans la situation ci-dessus désignée, c'est à lui de prendre les mesures urgentes qui s'imposent, dans le cadre de l'organisation générale arrêtée par l'enseignant ou, le cas échéant, des dispositions fixées par convention, pour assurer la sécurité des élèves. »

Les enseignants sont tenus de faire respecter le règlement intérieur de l'école.

Les animateurs sont couverts par une assurance responsabilité civile et par une assurance dommages corporels qui couvrent la totalité de leur temps d'activité professionnelle, dont leurs interventions au sein des écoles concernées par la présente convention.

#### **Article 6 : Durée de la convention**

La validité de la présente convention court jusqu'à la fin de l'année scolaire 2012-2013. Elle sera prorogée pour la prochaine année scolaire par tacite reconduction, sauf dénonciation par une des parties :

- soit avant la fin de l'année scolaire, avec effet dès la rentrée suivante,
- soit, à tout autre moment, par accord entre les parties ou sur l'initiative de l'une d'entre elles, par lettre motivée avec un préavis de deux mois,
- soit sans aucun préavis en cas de problème lié à la sécurité.

La présente convention peut être enregistrée à la demande de l'une ou l'autre des parties qui en accepte les frais.

#### **Article 7 : Modification**

Aucun document postérieur ni aucune modification de la convention quelle qu'en soit la nature ne produiront d'effets entre les parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles.

L'avenant sera applicable à la date de la dernière signature.

**Article 8 : Dispositions diverses**

La présente convention est régie par la loi française.

Si l'une de ses dispositions est contraire à la réglementation applicable, elle sera réputée non écrite.

## **Article 9: Traitement des litiges**

En cas de différend au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à trouver une solution amiable par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception.

Si aucun accord n'est trouvé à l'issue de cette procédure et au plus tard dans le délai de deux mois à partir de l'envoi de la première lettre recommandée, les parties s'accordent à dire que le tribunal administratif de Cergy-Pontoise est compétent.

Fait en 2 exemplaires originaux à Nanterre, le

L'inspecteur d'académie,  
directeur des services départementaux  
de l'Éducation nationale des Hauts-de-Seine

Le maire de la commune de Puteaux

Edouard ROSSELET

Joëlle CECCALDI-REYNAUD

**CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du MERCREDI 28 NOVEMBRE 2012**

**QUESTION N° 12**

**CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE  
LA VILLE ET LE COLLEGE MARECHAL LECLERC**

## **RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE**

### **CONVENTION ENTRE LA VILLE DE PUTEAUX ET LE COLLEGE MARECHAL LECLERC**

Le Conservatoire propose un certain nombre d'interventions au sein du Collège Maréchal Leclerc, qui doivent faire l'objet d'une convention entre l'Etablissement et la collectivité territoriale.

C'est ainsi qu'à la rentrée 2012, quatre ateliers (théâtre, percussions, danse, et chant choral) sont proposés aux élèves du Collège Maréchal Leclerc inscrits dans les classes de 6<sup>ème</sup> à la 3<sup>ème</sup>.

Dans ces conditions, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les termes de la convention à intervenir entre la ville de Puteaux et le Collège Maréchal Leclerc.
- d'autoriser Madame Le Maire, ou son représentant légal, à signer ladite convention.

**PROJET**

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L 911-6 du Code de l'Education,

Vu le décret n° 88-709 du 6 mai 1988 pris pour l'application de la loi 88-20 du 6 janvier 1988 relative aux enseignements artistiques,

Vu le projet de partenariat entre le Conservatoire à Rayonnement Communal de Puteaux, schéma d'orientation pédagogique du Ministère de la culture et de la communication,

Considérant l'intérêt pédagogique pour les collégiens puteoliens,

Vu le projet de convention annexé,

Vu le rapport de la Direction générale ci-annexé,

**DELIBERE :**

**Article 1-** : Approuve le projet de la convention à conclure entre la Ville de Puteaux et le Collège Maréchal Leclerc.

**Article 2-** : Autorise le Maire, ou son représentant légal, à signer ladite convention visée à l'article 1.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat



**PROJET**

## CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre les soussignés :

D'une part :

Le Collège Maréchal Leclerc, situé 4 cours Maréchal Leclerc à Puteaux, représenté par le chef d'établissement, Catherine ONILLON,

Et

D'autre part :

LA VILLE DE PUTEAUX  
131, rue de la République  
92800 PUTEAUX  
01 46 92 92 92

Représentée par Madame Joëlle CECCALDI-RAYNAUD, en sa qualité de Maire.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

### Article 1 : Objet de la convention

Intervention de quatre professeurs du conservatoire pour assurer quatre ateliers à l'attention des élèves volontaires des classes de 6<sup>ème</sup> à la 3<sup>ème</sup> :

- un atelier d'art dramatique les mardis de 15h30 à 17h30,
- un atelier de danse jazz, les mercredis de 13h à 14h,
- un atelier de percussions africaines, les lundis de 12h30 à 15h30,
- un atelier de chant choral, les vendredis de 12h30 à 13h30.

### Article 2 : Modalités d'intervention

Le professeur d'art dramatique est Monsieur Olivier LACUT.

Le professeur de Danse Jazz est Madame Géraldine PUYJARINET.

Le professeur de percussions africaines est Monsieur Sylvain TOUZE.

Le professeur de chant choral est Monsieur Martin ROBIDOUX.

### Article 3 : Organisation

Les collégiens se rendent directement au foyer du collège où ils sont pris en charge par l'intervenant.

Les groupes sont constitués d'environ 12 élèves maxima par heure, soit une possibilité de 24 élèves inscrits.

Le matériel et les accessoires apportés par les intervenants sont mis à la disposition des élèves du collège. Ils sont entreposés dans une salle du collège, et sont sous la responsabilité du collège.

### Article 4 : Modalités financières

Dès lors que le projet annuel est accepté, les interventions sont prises en charge par la mairie (dans le cadre des activités hebdomadaires du conservatoire).

### Article 5 : Responsabilité et assurances

Durant ses interventions, le professeur intervenant est couvert par l'assurance du collège.

### Article 6 : Annulation

La présente convention se trouverait suspendue ou annulée de plein droit dans tous les cas reconnus de force majeure.

### Article 7 : Compétences juridiques

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application de cette convention, les deux parties s'en remettent à l'appréciation du Tribunal Administratif de Cergy Pontoise, mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage...).

Cette convention tient lieu d'engagement ferme. Tout rajout ou rature la rendrait nulle ou non avenante.

Établie en deux exemplaires, le

La PRINCIPALE représentant

Le collège Maréchal LECLERC

(faire précéder la mention « lu et approuvé »)

Catherine ONILLON

*CACHET DU COLLEGE*

Le MAIRE représentant

la Ville de Puteaux

(faire précéder la mention « lu et approuvé »)

Joëlle CECCALDI-RAYNAUD

*CACHET DE LA MAIRIE*

**CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du MERCREDI 28 NOVEMBRE 2012**

**QUESTION N° 13**

**CONVENTIONS POUR LA PRISE EN CHARGE  
DES CONTREMARQUES AU CINEMA « LE  
CENTRAL »**

## Conventions entre la Ville de Puteaux et 4 organismes pour la prise en charge des contremarques au cinéma « le Central »

Suite à la décision prise par le Conseil Municipal du 06 juillet dernier de reprendre en régie directe l'exploitation du cinéma « Le Central », une régie de recettes a été créée afin que les services municipaux puissent encaisser les produits des ventes de tickets.

Afin de pouvoir faciliter l'accès à l'équipement et fidéliser le public, il est proposé de s'associer avec un certain nombre d'établissements ou associations pour permettre l'encaissement de contremarques sur le cinéma « Le Central ».

Il est donc proposé de signer une convention avec les établissements suivants :

- la société TS 30 propose des contremarques d'une valeur de 6 euros. Celles-ci seront acceptées en échange de la délivrance d'un billet tarif réduit étant entendu que la société TS 30 prélèvera 0.23€ sur chaque billet vendu, au titre de ses frais de fonctionnement.
- l'association « l'Entraide du cinéma et des spectacles » proposant des contremarques d'une valeur maximum de 8 euros. Celles-ci seront acceptées en échange de la délivrance d'une entrée et ce quelque soit le jour ou l'horaire de la séance.
- la société SDV – CINECHEQUE proposant des contremarques d'une valeur de 6 euros. Celles-ci seront acceptées en échange de la délivrance d'une entrée et ce quelque soit le jour ou l'horaire de la séance.
- le Comité d'Etablissement Direction Orange Ile de France proposant des contremarques d'une valeur de 6 euros. Celles-ci seront acceptées en échange de la délivrance d'une entrée et ce quelque soit le jour ou l'horaire de la séance. Les frais d'édition et d'administration des contremarques seront intégralement à la charge du Comité d'Etablissement

Il est donc demandé au Conseil Municipal :

➤ D'autoriser Madame le Maire à signer les projets de convention avec la société TS 30, l'association « l'Entraide du cinéma et des spectacles », la société SDV-CINECHEQUE et le Comité d'Etablissement Direction Orange Ile de France et ce afin de permettre l'encaissement, sur le cinéma, des contremarques proposées par ces organismes.

**PROJET**

**LE CONSEIL,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le budget primitif pour l'exercice 2012,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 06 juillet 2012, donnant délégation au Maire pour la résiliation de la délégation de service public et la reprise en régie directe de l'exploitation du cinéma Le Central,

Vu l'arrêté du Maire en date du 31 août 2012 (n°20 283) instituant une régie de recettes pour le cinéma Le Central,

Considérant la nécessité de faciliter l'accès à l'équipement et de fidéliser le public,

Vu les projets de convention annexés,

Vu le rapport ci-annexé,

**DELIBERE :**

**Article 1 :** Approuve les projets de convention à conclure entre la Ville de Puteaux et la société TS 30, l'association « l'Entraide du cinéma et des spectacles », la société SDV-CINECHEQUE et le Comité d'Etablissement Direction Orange Ile de France,

**Article 2 :** Autorise le Maire, ou son représentant légal, à signer lesdites conventions.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

**PROJET**

# T.S. 30

**LE TICKET  
SPECTACLE**

66, route de Montesson, 78110 LE VESINET

Tél : 01 39 52 34 57

## PROTOCOLE D'ACCORD

Convention passée entre la société « **LE TICKET SPECTACLE** », représentée par Monsieur Yves LAGRELETTE, domiciliée 66 route de Montesson, 78110 LE VESINET.

Et la société : VILLE DE PUTEAUX

domiciliée à : Mairie de Puteaux  
représentée par : Madame le Maire

La société « **LE TICKET SPECTACLE** » s'engage à rembourser sous 30 jours les coupons spectacles d'une valeur de 6 euros, présentés par le cinéma :

**LE CENTRAL**  
**136 rue de la République**  
**92800 PUTEAUX**

De son côté, le cinéma ci-dessus dénommé, s'engage à accepter tous les jours le coupon spectacle pour une contre valeur de 6 euros, en échange de la délivrance d'un billet TARIF REDUIT.

Les clients faisant l'appoint en monnaie suivant le prix pratiqué dans la salle.

Les frais de publicité et d'édition étant à la charge de la société « **LE TICKET SPECTACLE** », il sera perçu 0.23 euros par coupon remboursé, pour frais de fonctionnement.

Ce protocole lie les parties désignées ci-dessus à compter de ce jour.

Fait au Vésinet,  
Le :

**PROJET**

## CONVENTION

La présente convention est souscrite entre :

### **L'ENTRAIDE DU CINEMA ET DES SPECTACLES - OSC**

Association loi de 1901 reconnue d'utilité publique

N° Siret 784 452 302 00069 - Naf 9499Z

Ayant son siège social : 10, rue de Lisbonne - 75008 Paris

Représenté par son Délégué Général, Monsieur Daniel FAUDAIS,

ET *la Mairie de Puteaux*

*SIRET 219 200 623 00011 - Code NAF/APE : 84 M 2*

*dont le siège est situé 131 rue de la République - 92800 Puteaux*

*Représentée par Mme Ceccaldi-Raynaud, Maire de Puteaux*

ci-après dénommée « le partenaire »

### **IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

#### **1 - Obligations des parties**

Le partenaire s'engage à accepter tous les jours à toutes les séances les Chèques Cinéma EOSC, en respectant leur date de validité, en échange d'un billet CNC pour les séances de cinéma organisées par celui-ci.

L'ENTRAIDE DU CINEMA ET DES SPECTACLES - OSC s'engage à rembourser les chèques sur la base du tarif de la séance concernée, plafonné à 8 euros, selon la procédure décrite dans la notice ci-jointe annexée à la présente convention.

#### **2 - Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de la date de signature et sera renouvelée par tacite reconduction. Il pourra être mis fin à la convention par courrier en respectant un délai de préavis de un mois.

#### **3 - Modification des dispositions**

La présente convention ne peut être modifiée que par un avenant signé par les personnes dûment habilitées.

La présente convention est établie en deux exemplaires.

Fait à Paris, Le

L'ENTRAIDE DU CINEMA & DES SPECTACLES - OSC

« Bon pour accord »

Le Délégué Général,

Monsieur Daniel FAUDAIS

le partenaire

« Bon pour accord »



PROJET

## Convention d'affiliation au Réseau CinéChèque

### ENTRE LES SOUSSIGNES

Le Cinéma      Le Central

Code fournisseur : CENT0006

Adresse : 136, rue de la République

Siège social : Mairie 131 rue de la République - 92800 Puteaux

Adresse mail : le.central92@orange.fr

Tél. : 01 47 74 52 64 Port. :

Équipementier caisse : MSMS

Nombre de salles : 2

Nombre de places : 262 220

Représenté par Madame **Joëlle Ceccaldi-Raynaud**

en sa qualité de : Maire de Puteaux

Ci-après dénommé : « Le Cinéma adhérent »

D'une part,

Et

**La Société SDV- CINECHEQUE**, SAS au capital de 50 000 euros, RCS VERSAILLES 482 508 678, dont le siège social est situé 30bis, rue du Vieil Abreuvoir, 78100 Saint-Germain en Laye, représentée par **Monsieur Benoit CHAUVÉAU** en sa qualité de Président de ladite société, faisant élection de domicile audit siège,

D'autre part.

### IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES QUE :

#### 1 - OBJET DE L'ACCORD

Par la présente, le Cinéma adhérent et SDV – CINECHEQUE établissent une convention de partenariat régie par les articles suivants et les conditions générales figurant en annexe et sur le ou les sites internet gérés par SDV - CinéChèque. L'affiliation au réseau CinéChèque du Cinéma adhérent implique un accord sans réserve à ces modalités et conditions.

#### 2 - ENGAGEMENTS DES PARTIES

La Société SDV - CINECHEQUE s'engage à informer ses bénéficiaires de l'affiliation du Cinéma adhérent à son réseau sur son site internet [www.cinecheque.fr](http://www.cinecheque.fr) et sur ses différents supports de communication.

De son côté le Cinéma adhérent s'engage à accepter en caisse, sans restriction, 7 jours sur 7, tous les CinéChèques en cours de validité qui lui seront présentés. Les CinéChèques ont une durée de validité de 6 à 12 mois spécifiée sur chaque contremarque. Le Cinéma adhérent n'acceptera plus les CinéChèques dont la date de validité est expirée.

Le Cinéma adhérent s'interdit d'acheter ou de commercialiser des CinéChèques de façon directe ou indirecte.

**SDV – CINECHEQUE**

30 bis Rue du Vieil Abreuvoir – 78100 Saint Germain en Laye • Tél. : 01 30 87 14 72 • Fax : 01 30 87 40 89

Email : [contact@cinecheque.fr](mailto:contact@cinecheque.fr) • Site internet : [www.cinecheque.fr](http://www.cinecheque.fr)

RCS VERSAILLES 482 508 678 • N° TVA intracommunautaire : FR90482508678



### 3 - REMBOURSEMENT DES CINECHEQUES PAR LA SOCIETE SDV-CINECHEQUE

**Traitement des CinéChèques manuels :** Le Cinéma adhérent dispose d'un **délai maximal de 60 jours** pour retourner à la Société SDV-CINECHEQUE les CinéChèques collectés afin d'en obtenir le remboursement. En cas de problèmes pouvant apparaître dans la demande de remboursement (nombre de chèques comptabilisés, chèques périmés, tarif de remboursement...) SDV - CinéChèque s'engage à en informer immédiatement le Cinéma adhérent par tout moyen approprié.

**Traitement des CinéChèques dématérialisés :** Le Cinéma doit lire chaque CinéChèque quelque soit son support : Papier, PDF, Carte, smartphone... au moment où le spectateur passe en caisse. Le Web Service est alors interrogé et confirme ou non si l'entrée est acceptée par SDV - CinéChèque (premier passage en caisse du code présenté, date de validité non dépassée...). Chaque entrée ainsi acceptée est comptabilisée par le web service. Chaque mois, le Cinéma envoie une facture de remboursement détaillant le nombre d'entrée qu'il a accepté.

**Règlement :** Il s'effectuera par chèque ou par virement, dans un délai maximal de 20 jours, à réception de la facture munie des éléments nécessaires.

### 4 - MONTANT DU REMBOURSEMENT

Le tarif de remboursement d'un CinéChèque est déterminé d'un commun accord entre les parties et sur la base du tarif groupe, réduit, abonnement ou CEdu Cinéma adhérent selon quantité remboursée

Il est entendu entre la société SDV-CINECHEQUE et le Cinéma adhérent, que la Société SDV-CINECHEQUE s'engage à rembourser au Cinéma adhérent chaque CinéChèque au tarif de **6 euros** (Taxes comprises).

Pour le cas où le Cinéma adhérent appartient à un groupe ou un réseau d'établissements, il est de convention expresse que **chaque cinéma doit faire l'objet d'une feuille de remboursement spécifique et séparée.**

### 5 – REVISION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT

La révision du tarif de remboursement ne pourra se faire que **de façon conjointe** entre le Cinéma adhérent et la société SDV-CINECHEQUE, et fera ensuite l'objet de la rédaction d'un avenant à la présente convention applicable **dans un délai maximum de 3 mois.**

### 6 – DUREE ET RESILIATION DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée à compter de sa date de signature.

Chaque partie pourra résilier la présente convention à tout moment sans motif spécifique en adressant un courrier recommandé à l'autre partie, en respectant toutefois un délai de préavis de deux mois. La résiliation de la convention sera effective à l'issue du délai de deux mois suivant la date de première présentation de la lettre recommandée. La société SDV-CINECHEQUE poursuivra le remboursement des CinéChèques selon les modalités définies ci-dessus.

La Société SDV-CINECHEQUE se réserve toutefois la possibilité de résilier la présente convention sans préavis, en cas de manquement grave par le Cinéma adhérent à l'une des dispositions définies par la présente convention et les conditions générales d'achat.

Fait à Saint-Germain-en-Laye en deux exemplaires.

Le **16/11/2012**

**Monsieur Benoît Chauveau**  
**Président de SDV-CinéChèque**

**Madame Joëlle Ceccaldi-Raynaud**  
**Maire de Puteaux**

**NB : Pour tout remboursement par virement merci de nous communiquer votre RIB**

**SDV – CINECHEQUE**

30 bis Rue du Vieil Abreuvoir – 78100 Saint Germain en Laye • Tél. : 01 30 87 14 72 • Fax : 01 30 87 40 89

Email : [contact@cinecheque.fr](mailto:contact@cinecheque.fr) • Site internet : [www.cinecheque.fr](http://www.cinecheque.fr)

RCS VERSAILLES 482 508 678 • N° TVA Intracommunautaire : FR90482508678

## **Conditions générales de remboursements des cinémas affiliés au réseau CinéChèque**

*L'acceptation par un cinéma de la contremarque CinéChèque implique l'acceptation pleine et entière, sans aucune réserve des présentes conditions générales de remboursements.*

### **Article 1 : Acceptation du CinéChèque dans les cinémas affiliés.**

Les CinéChèques sont acceptés à toutes les séances par les cinémas affiliés au réseau CinéChèque. Aucun complément de prix ne peut être demandé aux porteurs de CinéChèques à l'exception des suppléments liés aux séances en 3D. Ce complément de prix éventuel est laissé à l'appréciation de chaque établissement mais ne peut être supérieur au tarif habituel demandé aux spectateurs dudit cinéma.

Les CinéChèques ne peuvent être acceptés si la date de validité du CinéChèque présenté par le spectateur est dépassée. SDV – CINECHEQUE ne remboursera pas les CinéChèques qui auraient été ainsi acceptés par erreur ou par mégarde.

### **Article 2 : Convention d'affiliation.**

Les rapports contractuels entre les cinémas affiliés et SDV –CINECHEQUE sont régis par une convention dûment signée entre les parties. Par exception, tous les cinémas affiliés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2011 qui n'auraient pas signé de convention, peuvent considérer que l'usage en vigueur à cette date a valeur de convention.

Ni SDV – CINECHEQUE, ni les cinémas ne peuvent se prévaloir de cette absence de convention pour se soustraire à leurs obligations et aux présentes conditions d'achat et ce notamment sur ses principales clauses : Tarif de remboursement, délai de dénonciation...

Toute modification aux clauses principales de la convention doit donner lieu à un avenant signé par les 2 parties et en respecter les délais de mise en œuvre.

### **Article 3 : Tarif de remboursement, révision.**

Le tarif de remboursement doit faire l'objet d'une négociation spécifique à chaque cinéma. Ce tarif est basé sur la base du tarif groupe, réduit, abonnement ou CE des cinémas selon quantité remboursée. Ce tarif s'applique pour toutes les contremarques éditées par SDV – CINECHEQUE ou ses partenaires quel que soit la séance, le jour ou la période d'utilisation.

Les révisions de tarifs de remboursement ne pourront se faire que de façon conjointe entre le Cinéma et la société SDV-CinéChèque et feront ensuite l'objet de la rédaction d'un avenant ou d'une nouvelle convention.

Toute demande de révision de tarif doit être faite par courrier avec un préavis de 3 mois avant la date de mise en application demandée pour ce nouveau tarif. Chacune des parties se donne le droit de refuser la modification de tarif et doit en informer l'autre partie au moins 30 jours avant la fin du préavis.

### **Article 4 : Modalités de remboursement et de règlement.**

SDV –CINECHEQUE ne saurait rembourser les CinéChèques dont la date de validité serait dépassée ou dont l'intégrité serait atteinte et notamment son code barre. Si le cinéma fait un traitement manuel des CinéChèques, il est recommandé aux cinémas de prendre les précautions et assurances nécessaires pour effectuer leur envoi de CinéChèques. SDV –CINECHEQUE ne saurait être tenue pour responsable de tout incident sur l'envoi des colis : perte, vol, dégradation, retard jusqu'à leur réception dans ses locaux.

SDV –CINECHEQUE se donne le droit de réserver le règlement des CinéChèques en cas de manquement avéré aux présentes conditions d'achat. Elle devra en informer le cinéma par courrier ou tout autre moyen utile pour trouver une solution rapide.

**SDV – CINECHEQUE**

30 bis Rue du Viell Abreuvoir – 78100 Saint Germain en Laye • Tél. : 01 30 87 14 72 • Fax : 01 30 87 40 89

Email : [contact@cinecheque.fr](mailto:contact@cinecheque.fr) • Site Internet : [www.cinecheque.fr](http://www.cinecheque.fr)

RCS VERSAILLES 482 508 678 • N° TVA intracommunautaire : FR90482508678

## Convention

Entre :

**Le Comité d'Etablissement Direction Orange Ile de France**

Siège social : 57 rue Albert à Paris (75013) - représenté par son Secrétaire, Ted Badinos,  
dit « le CE »,

Et :

La Mairie de Puteaux

131 rue de la République

92800 Puteaux

Pour le cinéma **Le Central**

dit « le cinéma »

### Il est convenu ce qui suit :

Le CE édite, à compter de la date de signature de la présente convention par les 2 parties, des carnets de contremarques valables pour l'entrée aux cinémas désirant participer à cette opération.

Le CE proposera ces contremarques aux salariés et retraités de France Telecom relevant de son périmètre au tarif de 3 € la place.

Les contremarques sont non nominatives, échangeables à la caisse de votre cinéma pour une entrée valable 7 jours sur 7 à toutes les séances.  
Elles vous seront remboursées au tarif fixé contractuellement à **6 €** la place.

Le cinéma enverra trimestriellement au CE une facture indiquant le nombre de tickets reçus, le prix fixé contractuellement et le coût total, en y joignant les contremarques reçues comme justificatifs.  
Les factures devront comporter les mentions légales.

Le CE s'engage à régler les factures par virement (RIB à fournir) ou par chèque sous 30 jours.

La convention est signée pour la période allant de la date de signature de la présente convention par les 2 parties au 31 décembre 2012.

Elle est renouvelable annuellement par tacite reconduction sans dénonciation des parties.

La convention peut être dénoncée, par lettre recommandée, sous trois mois par l'une des parties.

La date de rupture de la convention intervient à la date d'envoi de la dénonciation plus 3 mois.

Si dénonciation, les contremarques émises par le CE auront une date de validité « date de rupture de la convention plus 3 mois ».

Afin d'éviter toute fraude les contremarques seront numérotées et comporteront au verso les noms des cinémas participants.

Les frais d'édition et d'administration des contremarques sont intégralement à la charge du CE.

### Mentions particulières

En cas de difficulté découlant de l'interprétation ou de l'exécution des clauses de la présente convention, les deux parties décident de se rapprocher avant toute chose afin de rechercher une solution amiable. Tout différent non résolu à l'amiable sera soumis à la juridiction des tribunaux compétents.

Fait en deux exemplaires à Paris.

Signé le

(Nom, Prénom, Qualité, Signature et Cachet)

Signé le

Pour le Comité d'Etablissement  
Direction Orange Ile de France  
Le Secrétaire, Ted Badinos

**CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du MERCREDI 28 NOVEMBRE 2012**

**QUESTION N° 14**

**ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION  
A L'ASSOCIATION FRANCAISE CONTRE  
LES MYOPATHIES DANS LE CADRE DU TELETHON**

## RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

<p>Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Française contre les Myopathies dans le cadre du Téléthon</p>
---

L'association Française contre les Myopathies propose comme chaque année, au travers de son opération nationale le Téléthon, une collecte de fonds.

A cette occasion, la Ville de Puteaux souhaite participer au mouvement de solidarité nationale par le biais d'une aide financière auprès de ladite association.

C'est pourquoi, la Commune reversera sous forme de subvention auprès de l'association Française contre les Myopathies :

- 1- La recette des entrées de la piscine du Palais des sports du dimanche 9 décembre 2012,
- 2- Les recettes de la soirée « ado » au Palais des sports du samedi 8 décembre 2012.
- 3- L'équivalence du montant des dons effectués dans les urnes installées au Palais des Sports.
- 4- Les recettes de la pêche aux canards, du fil rouge en aqua bike, de l'initiation au sauvetage tout public, des cours de perfectionnement de natation adultes de la journée du 9 décembre 2012.

Les recettes de l'opération 2012 seront intégralement reversées à l'association Française contre les Myopathies au titre de l'organisation du Téléthon.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'attribuer une subvention de fonctionnement, dont le montant correspondra aux recettes des activités liées à l'organisation du Téléthon 2012, à l'association Française contre les Myopathies.

# PROJET

## LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le budget primitif pour l'exercice 2012 ;

Vu l'action d'intérêt général proposée par l'association Française contre les Myopathies ;

Considérant qu'il y a lieu d'apporter une aide financière à l'association Française contre les Myopathies dans le cadre de l'organisation du Téléthon ;

Considérant que la Ville souhaite participer à cet élan de générosité nationale, en organisant le 9 décembre 2012 des activités dans le cadre de cette manifestation ;

Considérant que la Ville s'est engagée à reverser la totalité des recettes liées aux activités du Téléthon en date du 9 décembre 2012;

Vu le rapport de présentation ;

### DELIBERE :

ARTICLE 1 : Une subvention de fonctionnement de € est attribuée à l'association Française contre les Myopathies au titre de l'organisation du Téléthon.

ARTICLE 2 : La dépense sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif de l'exercice 2012 Chapitre 65 - Compte – 6574 Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

**CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du MERCREDI 28 NOVEMBRE 2012**

**QUESTION N° 15**

**ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION  
ET CONVENTION DE FINANCEMENT ENTRE LA  
VILLE ET L'ENSEMBLE VOCAL « LES SAISONS »**

**SUBVENTION ET CONVENTION DE FINANCEMENT ENTRE LA VILLE DE PUTEAUX  
ET L'ENSEMBLE VOCAL LES SAISONS**

La Ville de Puteaux et l'association « Les Saisons » ont développé un contrat trisannuel en vue de créer un ensemble vocal en partenariat avec le conservatoire municipal.

Ce projet a pour but de permettre un échange pédagogique entre les élèves du conservatoire et l'ensemble vocal déjà existant. Des élèves adultes seront autorisés à participer aux répétitions et concerts de l'association.

L'organisation des concerts et spectacles est régie par un contrat de coréalisation annexe.

Il est proposé au Conseil Municipal de valider le montant du 1er versement de la subvention à destination de l'association, au titre de la saison 2012/2013.

Ce premier versement d'un montant de 7 000 € sera réalisé au cours du dernier trimestre 2012.

Le second versement fera l'objet d'un arbitrage lors du vote du budget primitif 2013 et sera déterminé en fonction des critères fixés par la convention d'objectifs.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser Madame le Maire à procéder au 1er versement de la subvention 2012/2013 pour un montant de 7 000 €.
- D'adopter le projet de convention d'objectifs entre la Ville et l'association, lequel sera complété par avenant au moment du vote du budget 2013, par l'indication du montant définitif attribué.



# PROJET

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le budget primitif pour l'exercice 2012,

Vu la demande de subvention municipale de fonctionnement sollicitée par l'Association de l'ensemble vocal « Les Saisons »,

Vu l'intérêt communal du projet pédagogique développé par l'association,

Vu le projet de convention annexé,

Vu le rapport ci-annexé,

## DELIBERE :

**Article 1 :** Approuve le projet de la convention à conclure entre la Ville de Puteaux et l'Association de l'ensemble vocal « Les Saisons ».

**Article 2 :** Autorise le Maire, ou son représentant légal, à signer ladite convention visée à l'article 2.

**Article 3 :** La Ville procédera au versement d'un acompte de la subvention pour la saison 2012/2013 au cours du dernier trimestre 2012. Le montant de cet acompte sera de sept mille euros (7 000 €).

**Article 4 :** Le deuxième versement représentant le solde de la subvention sera proposé lors du vote du budget primitif 2013, et fera l'objet d'un avenant à la convention initiale.

**Article 5 :** Les dépenses seront prélevées sur le budget communal, chapitre 65, compte 6574 - Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

**PROJET**

**PROJET DE  
CONVENTION D'OBJECTIFS**

Entre les soussignés :

D'une part :

L'Association « Ensemble vocal : Les Saisons » dont le siège social est situé au 15, rue Charles Lorilleux 92 800 Puteaux, représentée par Monsieur Jean-François MARTRE, en sa qualité de Président,

Et

D'autre part :

LA VILLE DE PUTEAUX  
131, rue de la République  
92800 PUTEAUX  
01 46 92 92 92

Représentée par Madame Joëlle CECCALDI-RAYNAUD, en sa qualité de Maire de la Ville de Puteaux.

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

Dans le souci commun d'assurer la transparence de leur relation, la Ville et l'Association se sont réunies en vu d'établir la présente convention en accord avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur :

- La loi n° 92-125 du 6 février 1992 impose aux collectivités de plus de 3500 habitants de faire figurer en annexe de leurs documents budgétaires la liste des concours attribués par la commune aux associations sous forme de prestation en nature ou de subvention. Le décret n° 93-570 du 27 mars 1993 définit ces concours comme des prestations gratuites de toute nature, de caractère permanent ou temporaire, accordées sous quelques formes que ce soit.
- La loi précitée impose également aux associations recevant des subventions dont le montant représente plus de 50% de leur budget total ou dont le montant est supérieur à 75 000 € sur l'année, d'adresser à la collectivité leur bilan certifié conforme par le Président de l'Association.
- Selon la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, l'autorité administrative qui attribue une subvention doit, lorsque cette subvention dépasse un seuil fixé à 23 000 €, conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée.
- Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, l'organisme de droit privé bénéficiaire doit produire un compte-rendu attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention. Ce compte-rendu doit être déposé auprès de l'autorité administrative dans les trois mois suivant la fin de l'exercice pour lequel il a été attribué.

Afin de garantir l'exacte application des dispositions législatives et réglementaires rappelées ci-dessus, la Ville et l'Association ont conclu la présente convention.

Il a été convenu ce qui suit :

#### Article 1 : Objet de la convention

La présente convention définit le cadre du partenariat entre l'Association « l'Ensemble vocal « Les Saisons » et « la Ville ».

#### Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est signée pour une durée de trois années par tacite reconduction. Elle prend effet à sa signature

#### Article 3 : Partenariat pédagogique

Le conservatoire ne disposant pas structurellement d'ensemble vocal (à effectifs léger), les élèves de 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> cycle devant effectuer une pratique collective se voient proposer de participer durant l'année scolaire à une session de l'Association. Par souci d'équilibre de la formation et des pupitres, le chef de chœur peut limiter le partenariat à 5 élèves maximum par an. L'Association s'engage à mettre tout en œuvre pour que les élèves soient le mieux possible intégrés à l'ensemble du groupe. Le conservatoire s'engage à communiquer au plus tard le 15 septembre la liste des élèves chanteurs qui participeront à la saison. Les élèves participant ne s'affranchissent d'aucune cotisation vis à vis de l'Association.

L'Association remettra à chaque fin de semestre un bilan complété par le chef de chœur concernant chaque élève inscrit dans le cadre d'un cursus. En cas d'absences répétées d'élèves du conservatoire (3 consécutives), l'Association en informe l'administration du conservatoire.

D'autre part, l'Association s'engage à participer à des interventions en faveur du public scolaire. Ces interventions seront organisées en accord avec le conservatoire.

#### Article 4 : Partenariat administratif

La Ville met à disposition de l'Association (période scolaire) une salle permettant d'accueillir les choristes entre 20h00 à 22h15 précises tous les lundis, quelques mardis de 20h00 à 22h15, ainsi que des samedis de 13h00 à 17h00 et d'une salle de travail de technique vocale. A titre exceptionnel dans le cadre de la préparation d'un concert, d'autres créneaux ponctuels peuvent être accordés par le Directeur si la demande est effectuée au moins 3 semaines à l'avance.

Le calendrier des répétitions est convenu avec le conservatoire avant la fin du mois de juin précédant chaque rentrée.

#### Article 5 : Partenariat artistique

L'association s'engage à communiquer son programme artistique au conservatoire et à essayer d'être dans une cohérence de calendrier et/ou de thématiques pédagogiques.

L'association est le producteur de ses manifestations artistiques. A ce titre, elle est responsable des demandes d'autorisation qui concernent les interprètes et du remplissage des salles. En fonction des projets retenus, la Mairie met à la disposition de l'association les lieux suivants (les disponibilités sont définies par la Directrice-adjointe des affaires culturelles).

- Le THS
- Le Palais de la culture
- La Vieille église

L'association coordonne les actions de communication prises en charge par la Mairie.

Lorsque les entrées sont payantes, la billetterie et la pré-vente, et l'accueil du public sont assurés par l'équipe du théâtre. La recette est rétrocédée à l'association à hauteur de 60% (les 40% restants représentant un forfait incluant tous les frais de personnels et de fonctionnement). Le tarif est fixé par l'association.

#### Article 6 : Partenariat financier

La Mairie octroie une subvention annuelle de projet artistique à l'Association de 15 000 € pour la saison 2012/2013.

La Ville procèdera à un premier versement de la subvention pour la saison 2012/2013 de 7 000 € lors de la signature de la présente convention. Le deuxième versement représentant le solde de la subvention sera proposé lors du vote du budget primitif 2013, et fera l'objet d'un avenant à la convention initiale.

Le versement de cette subvention est conditionné à la présentation de la part de l'Association :

- d'un dossier complet : bilan financier, assemblée générale, rapport d'activité, et factures.

#### Article 7 : Obligations de l'Association relatives à son activité

L'Association s'engage :

- Adhérer à l'intérêt public des partenariats définis dans la présente convention.
- Respecter les obligations comptables imposées par son statut.
- Établir chaque année un bilan, un compte de résultat et une annexe, et un compte d'emploi de la subvention de l'année précédente. Ceux-ci devront être communiqués à la Ville, dans un délai de trois mois après la clôture de l'exercice comptable et comporter les factures correspondant aux comptes présentés.
- Fournir chaque année à la Municipalité les comptes rendus des assemblées statutaires.
- L'Association conserve le droit d'acheter tout équipement et tout matériel de son choix qu'elle utilisera de façon conforme à ses activités étant précisé que ces matériels et/ou équipements feront tous alors l'objet d'un inventaire spécifique.

Si le montant de la contribution municipale représente plus de 50% du budget total de l'Association ou si ce montant est supérieur à 75 000 € sur l'année, l'Association s'engage à adresser à la Ville le bilan certifié conforme par son Président et le compte de résultat et annexe.

Tous refus de communiquer les documents visés au présent article pourra entraîner l'annulation de l'attribution de la subvention et sa restitution, conformément à l'article 14 alinéa 3 du décret-loi du 2 mai 1938 et sans préjudice de l'application de l'article 8.

En cas de résiliation anticipée de la présente convention ou de dissolution en cours d'année de l'Association, celle-ci restituera au Trésor Public les sommes éventuellement versées par la Ville en fonction de l'engagement des dépenses au jour de la résiliation ou de la dissolution.

#### Article 8 : Responsabilité et assurances

L'association souscrit à une assurance pour :

- son utilisation des locaux
- pour l'utilisation des instruments utilisés au conservatoire
- pour couvrir les élèves invités du conservatoire
- ainsi que pour les risques en tant que producteur de spectacles.

#### Article 9 : Evaluation du partenariat

Chaque année durant le premier trimestre scolaire, une rencontre est organisée entre les membres du bureau de l'Association et l'équipe municipale. A cette occasion, un bilan annuel est effectué et les perspectives annoncées.

#### Article 10 : Résiliation

La présente convention pourra être résiliée de plein droit en cas d'inobservation par l'Association de l'une des obligations mises à sa charge par la présente convention.

#### Article 11 : Attribution de compétence juridictionnelle

Les parties conviennent de s'en remettre à la compétence du Tribunal Administratif de Cergy Pontoise pour statuer sur tout litige lié à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Cette convention tient lieu d'engagement ferme. Tout ajout ou rature la rendrait nulle ou non avenue.

Établie en deux exemplaires, le

à Puteaux

Il est demandé un paraphe par page, une signature et un cachet.

**CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du MERCREDI 28 NOVEMBRE 2012**

**QUESTION N° 16**

**ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION  
DE FONCTIONNEMENT A L'INSTITUT DE  
FORMATION PROFESSIONNELLE AUX METIERS**

## RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

### Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association « Institut de Formation Professionnelle aux Métiers »

L'Institut de Formation Professionnelle aux Métiers est implantée à Nanterre et assure une formation générale, théorique et pratique aux métiers de la coiffure et de l'esthétique.

Le centre de formation des apprentis accueille plus de 500 jeunes chaque année et sollicite les communes d'origine des élèves.

L'Institut accueille 4 jeunes élèves putéoliens, inscrits en formation Coiffure, pour l'année 2012/2013.

Le centre souhaite apporter un enseignement de qualité à ces jeunes putéoliens et leur garantir une formation et une intégration professionnelle.

La Ville de Puteaux désire soutenir l'association « Institut de Formation Professionnelle aux Métiers » à hauteur de deux cents euros (200,00 €), soit cinquante euros (50,00 €) par jeune apprenti.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- D'attribuer une subvention de fonctionnement de deux cents euros (200,00 €) à l'association « Institut de Formation Professionnelle aux Métiers ».

**PROJET**

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le budget primitif pour l'exercice 2012 ;

Vu la demande de subvention municipale de fonctionnement sollicitée par l'Institut de Formation Professionnelle aux Métiers ;

Vu le rapport de la Direction Générale ci-annexé ;

DELIBERE :

ARTICLE 1 : Une subvention de fonctionnement de deux cents euros (200,00 €) est attribuée à l'association « Institut de Formation Professionnelle aux Métiers ».

ARTICLE 2 : La dépense sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif de l'exercice 2012 Chapitre 65 - Compte -- 6574 Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat



**CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du MERCREDI 28 NOVEMBRE 2012**

**QUESTION N° 17**

**ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION  
COMPLEMENTAIRE A LA CAISSE DES ECOLES**

## Rapport de la Direction Générale

### Attribution d'une subvention complémentaire à la Caisse des écoles de Puteaux

Une subvention de cinq cent cinquante mille euros (550 000 €) a été accordée à la Caisse des écoles au titre de l'exercice 2012.

Cependant, la revalorisation de la T.V.A. de 5,5 % à 7,00 % a occasionné un coût supplémentaire lors de l'achat des livres, fournitures scolaires et cartables pour la Caisse des écoles. De ce fait, la subvention accordée au vote du budget primitif 2012, ne permettra pas de mener à bien les actions entreprises par la Caisse des Ecoles pour cette année.

Afin de pouvoir clôturer l'année et répondre aux besoins des établissements scolaires, la Caisse des écoles sollicite une subvention complémentaire de cinquante mille euros (50 000 €).

Pour mémoire, les actions menées par la Caisse des écoles auprès des 4 100 enfants sont les suivantes :

- la distribution de fournitures scolaires aux enfants inscrits dans tous les niveaux scolaires (de la Petite Section Maternelle au CM2),
- distribution de livres de récompenses en fin d'année scolaire pour tous les niveaux,
- distribution de cadeaux de Noël pour les enfants scolarisés en maternelle,
- distribution de dictionnaires pour les CM2,
- animation de spectacles pendant les distributions précitées,
- achat de fournitures scolaires pour le fonctionnement des établissements scolaires de la commune
- achat de matériel de sport et motricité.

*Il est proposé au Conseil Municipal :*

- D'attribuer une subvention complémentaire de cinquante mille euros (50 000 €) à la Caisse des écoles de Puteaux.
- De prélever la dépense sur les crédits ouverts au budget primitif de l'exercice 2012 Chapitre 65 – Autres charges de gestion courante - Compte – 657361 subvention de fonctionnement aux organismes publics - Caisse des écoles.

# PROJET

## LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le budget primitif pour l'exercice 2012 ;

Vu la délibération n° 1686 du 11 avril 2012 accordant une subvention municipale de fonctionnement 550 000 € à la Caisse des écoles de Puteaux au titre de l'exercice 2012 ;

Considérant que la T.V.A. appliquée à l'achat de livres, de fournitures scolaires et de cartables est passée de 5,5 % à 7,00 %, ce qui occasionne des frais supplémentaires ;

Considérant que ladite Caisse des écoles poursuit les objectifs fixés dans ses statuts ;

Vu le rapport ci-annexé ;

## DELIBERE :

**ARTICLE 1** : Une subvention complémentaire de cinquante mille euros (50 000 €) est attribuée à la Caisse des écoles de Puteaux.

**ARTICLE 2** : Le Maire est chargé de verser ladite subvention sous réserve de la production par la Caisse des écoles d'un dossier justificatif complet.

**ARTICLE 3** : La dépense sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif de l'exercice 2012 Chapitre 65 – Autres charges de gestion courante - Compte – 657361 subvention de fonctionnement aux organismes publics - Caisse des écoles.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

**CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du MERCREDI 28 NOVEMBRE 2012**

**QUESTION N° 18**

**ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION  
COMPLEMENTAIRE A L'ASSOCIATION  
FRANCO PORTUGAISE**

## RAPPORT DE LA DIRECTION GENERALE

### Attribution d'une subvention complémentaire à l'association Franco Portugaise

L'association Franco Portugaise a reçu une délégation de 40 personnes venant de Macedo de Cavaleiros (Portugal), dont le Maire et le Député de circonscription. Il s'agissait d'un échange organisé en vue d'un spectacle de danse folklorique et de musique organisé au Théâtre des Hauts-de-Seine le 10 novembre dernier en présence de la Philharmonique portugaise de Paris.

A cette occasion, l'association Franco Portugaise sollicite un soutien financier complémentaire de deux mille euros (2 000,00 €) auprès de la Ville de PUTEAUX.

#### ***Il est proposé au Conseil Municipal :***

- D'attribuer une subvention complémentaire de deux mille euros (2 000,00 €) à l'association Franco Portugaise.

# PROJET

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le budget primitif de l'exercice 2012,

Vu la subvention de fonctionnement de quinze mille euros (15 000 €) accordée à l'association Franco Portugaise en date du 11 avril 2012, au titre de la saison 2012,

Vu la demande de subvention complémentaire formulée par l'association Franco Portugaise,

Vu le rapport de la Direction Générale ci-annexé,

## DELIBERE :

ARTICLE 1 : Une subvention complémentaire de deux mille euros (2 000,00 €) est attribuée à l'association Franco Portugaise.

ARTICLE 2 : La dépense sera prélevée sur les crédits ouverts au budget primitif de l'exercice 2012 Chapitre 65 - Compte – 6574 Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

**CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du MERCREDI 28 NOVEMBRE 2012**

**QUESTION N° 19**

**DECISION MODIFICATIVE N°1**

## Rapport de la Direction Générale

### Décision modificative n° 1 au budget primitif 2012

La décision modificative n°1 au budget principal 2012 a pour objectif, d'une part, de procéder à un réajustement de certains postes de fonctionnement suite à la réduction de l'attribution de compensation et à la réalisation d'importants travaux d'entretien sur les équipements municipaux et, d'autre part, d'effectuer des ajustements sur les projets d'investissement.

Comme pour tout document budgétaire, les sections de fonctionnement et d'investissement sont présentées en équilibre.

#### I. Section de fonctionnement

##### A. Dépenses de fonctionnement

Sur le chapitre 011, les crédits doivent être réabondés à hauteur de 2 700 000€ afin de prendre en compte les travaux d'entretien effectués sur les groupes scolaires et les crèches suites aux obligations de mises aux normes et de sécurité qui nous sont imposées.

Sur le chapitre 012, la stabilisation des dépenses de personnel engagée depuis quelques exercices se poursuit et permet de réduire les crédits prévus à hauteur de 200 000 €.

Sur le chapitre 65, les réinscriptions, à hauteur de 113 000€, sont liées aux subventions versées dans le cadre des crèches.

##### B. Recettes de fonctionnement

En recette de la section de fonctionnement, il convient de réajuster le montant de l'attribution de compensation versée par la communauté d'Agglomération Seine Défense. En effet, suite aux notifications par l'Etat des montants des dotations de péréquation ainsi qu'à l'augmentation de la participation à DEFECTO, le montant définitif de l'attribution de compensation perçue par la Ville de Puteaux est finalement fixée à 84 655 571€ soit une baisse de 502 862 €.

#### II. Section d'investissement

Il convient également de prendre en compte certains réajustements d'opération amenant à réduire les crédits du chapitre 21 à hauteur de 3 115 862€.

En effet, suite à des décalages de calendrier ou à des problèmes techniques, certains travaux initialement prévus vont devoir être décalés :



- sur la crèche et le groupe scolaire des 2 coupoles : les travaux de ravalement et de remplacement des menuiseries extérieures sont décalés sur 2013,
- sur les locaux de l'imprimerie municipale et de la gestion du patrimoine : les études étant encore en cours les travaux doivent être décalés sur l'année prochaine.
- les travaux initialement prévus pour la mise aux normes du gymnase Victor Hugo sont différés sur l'année 2013
- la Halle des sports : les travaux liés au réaménagement et à la restructuration des 3 niveaux du Palais des sports seront réinscrits sur 2013.

### III. Opérations d'ordre

En complément des opérations décrites ci-dessus les crédits liés aux écritures d'ordre sont également revus s'agissant des amortissements de frais d'étude et de frais d'annonce. Par ailleurs, 1,4M€ sont inscrits en dépenses et recettes d'investissement afin de prendre en compte et immobiliser les études déjà effectuées sur le conservatoire.

Il est donc demandé au Conseil Municipal :

- D'adopter la décision modificative n°1 au budget primitif 2012 strictement équilibrée en dépenses et en recettes.

*Vous trouverez en annexe à la délibération, les balances comptables par compte et par chapitre du projet de décision modificative n° 1 au budget primitif.*

**PROJET**  
LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu le budget primitif de l'exercice 2012,

Vu le projet de décision modificative n°1 au budget primitif 2012,

Vu les annexes,

Vu le rapport de présentation,

## **DELIBERE**

**Article unique :** Adopte la décision modificative n° 1 au budget primitif 2012 strictement équilibrée en dépenses et en recettes.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat

## Décision Modificative n° 1 après le Budget Primitif 2012

## BUDGET PRINCIPAL - Balance détaillée

Chapitre	Libellé	Compte	Fonction	Montant	
				Dépenses	Recettes
<b>Section de fonctionnement :</b>					
011	Charges à caractère général	61522	020	2 700 000,00	
012	Charges de personnel	64131	020	-200 000,00	
65	Charges de gestion courante	6574	64	113 000,00	
73	Impôts et taxes	7321	01		-502 862,00
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections	6811	020	492 509,45	
023	Virement à la section d'investissement	023	01	-3 608 371,45	
	<b>Total section de fonctionnement</b>			<b>-502 862,00</b>	<b>-502 862,00</b>
<b>Section d'investissement :</b>					
21		2135	64	-443 862,00	
		2135	211	-500 000,00	
		2135	020	-832 000,00	
		2135	40	-1 340 000,00	
041	Opérations patrimoniales	2313	311	1 400 000,00	
041	Opérations patrimoniales	2031	311		1 400 000,00
021	Virement de la section de fonctionnement	021	01		-3 608 371,45
040	Opérations d'ordre de transfert entre section	28031	020		434 315,14
		28033	020		58 194,31
	<b>Total section d'investissement</b>			<b>-1 715 862,00</b>	<b>-1 715 862,00</b>
<b>TOTAL</b>				<b>-2 218 724,00</b>	<b>-2 218 724,00</b>

Décision Modificative n° 1 après le Budget Primitif 2012

BUDGET PRINCIPAL - Balance par chapitre

Chapitre	Libellé	Montant	
		Dépenses	Recettes
Section de fonctionnement :			
011	Charges à caractères générales	2 700 000,00	
012	Charges de personnel	-200 000,00	
65	Charges de gestion courante	113 000,00	
73	Impôts et taxes		-502 862,00
023	Virement à la section d'investissement	-3 608 371,45	
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections	492 509,45	
	Total section de fonctionnement	-502 862,00	-502 862,00
Section d'investissement :			
	Opérations réelles		
21	Immobilisations corporelles	-3 115 862,00	
23	Immobilisations en cours		
27	Autres immobilisations financières		
041	Opérations patrimoniales	1 400 000,00	1 400 000,00
021	Virement de la section de fonctionnement		-3 608 371,45
040	Opérations d'ordre de transfert entre section		492 509,45
	Total section d'investissement	-1 715 862,00	-1 715 862,00
TOTAL		-2 218 724,00	-2 218 724,00

## Décision Modificative n° 1 après le Budget Primitif 2012

## BUDGET PRINCIPAL - Balance par chapitre

Chapitre	Libellé	Montant			Montant		
		BP	DM N°1	Total	BP	DM N°1	Total
<b>Section de fonctionnement :</b>							
	<b>Opérations réelles</b>						
011	Charges à caractères générales	53 789 968,00	2 700 000,00	56 489 968,00			
012	Charges de personnel	62 994 071,00	-200 000,00	62 794 071,00			
65	Autres charges de gestion courante	8 372 822,00	113 000,00	8 485 822,00			
014	Atténuations de produits	14 602 502,00		14 602 502,00			
67	Charges exceptionnelles	658 055,00		658 055,00			
68	Dotations aux provisions	5 500,00		5 500,00			
023	Virement à la section d'investissement	14 287 441,00	-3 608 371,45	10 679 069,55			
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections	9 400 000,00	492 509,45	9 892 509,45	300 000,00		300 000,00
70	Produits des services				13 972 859,00		13 972 859,00
73	Impôts et taxes				132 074 056,00	-502 862,00	131 571 194,00
74	Dotations et participations				10 843 400,00		10 843 400,00
75	Autres produits de gestion courante				2 768 700,00		2 768 700,00
013	Atténuation de charges				580 000,00		580 000,00
76	Produits financiers				2 900 000,00		2 900 000,00
77	Produits exceptionnels				75 972,00		75 972,00
78	Reprises sur amortissements et provisions				595 372,00		595 372,00
	<b>Total section de fonctionnement</b>	<b>164 110 359,00</b>	<b>-502 862,00</b>	<b>163 607 497,00</b>	<b>164 110 359,00</b>	<b>-502 862,00</b>	<b>163 607 497,00</b>

Décision Modificative n° 1 après le Budget Primitif 2012

BUDGET PRINCIPAL - Balance par chapitre

Chapitr	Libellé	Montant			Montant		
		BP	DM N°1	Total	BP	DM N°1	Total
Section d'investissement :							
	Opérations réelles						
20	Immobilisations incorporelles	6 950 726,68		6 950 726,68			
204	Subventions d'équipement versées	4 631 254,20		4 631 254,20			
21	Immobilisations corporelles	55 700 980,20	-3 115 862,00	52 585 118,20			
23	Immobilisations en cours	36 730 459,30		36 730 459,30			
10	Dotations, fonds divers	30 000,00		30 000,00	9 167 444,00		9 167 444,00
1068	Excédent de fonctionnement capitalisé				18 578 848,09		18 578 848,09
16	Emprunts et dettes assimilés	60 505,00		60 505,00	76 300,00		76 300,00
27	Autres immobilisations financières	79 000,00		79 000,00	81 900,00		81 900,00
040	Opérations d'ordre de transferts entre section	300 000,00		300 000,00	9 400 000,00	492 509,45	9 892 509,45
041	Opérations patrimoniales	1 200 000,00	1 400 000,00	2 600 000,00	1 200 000,00	1 400 000,00	2 600 000,00
13	Subventions d'investissement				2 118 168,15		2 118 168,15
021	Virement de la section de fonctionnement				14 287 441,00	-3 608 371,45	10 679 069,55
024	Produit des cessions d'immobilisations				47 466 026,84		47 466 026,84
001	Reprise du résultat n-1				3 306 797,30		3 306 797,30
	Total section d'investissement	105 682 925,38	-1 715 862,00	103 967 063,38	105 682 925,38	-1 715 862,00	103 967 063,38
TOTAL		269 793 284,38	-2 218 724,00	267 574 560,38	269 793 284,38	-2 218 724,00	267 574 560,38

**CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du MERCREDI 28 NOVEMBRE 2012**

**QUESTION N° 20**

<p><b>DISPOSITIONS BUDGETAIRES</b></p>
--

## Rapport de la Direction Générale

Dispositions budgétaires applicables avant le vote des budgets primitifs 2013
--

L'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales encadre les opérations qui peuvent être effectuées avant le vote du budget pour permettre le fonctionnement des services municipaux.

Ainsi, la commune est en droit, jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes, d'engager, liquider et mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget 2012.

En outre, sur autorisation du Conseil Municipal, la commune peut engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits inscrits au budget précédent.

En attendant les votes des budgets primitifs 2013, et comme chaque année, il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Madame le Maire à procéder, en tant que de besoin, à l'engagement des dépenses d'investissement dans la limite du quart des ouvertures budgétaires de l'exercice 2012.



Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L1612 alinéas 1 et 2,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu l'ordonnance n° 2005-1027 du 26 août 2005, art.2,

Considérant les autorisations budgétaires du budget Principal de l'exercice 2012,

Vu les délibérations du 11 avril 2012 relatives aux A.P. / C.P,

Vu le projet de décision modificative n°1 au budget primitif 2012,

Vu le rapport de présentation annexé,

### DELIBERE

Article 1 : Décide d'ouvrir, au titre de l'exercice 2013, en section de fonctionnement les crédits à concurrence du montant attribué pour l'ensemble de l'année 2012 pour le budget Principal.

Article 2 : Autorise, avant le vote du budget primitif 2013 et au titre de l'exercice 2013, l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits attribués en 2012, suivant le tableau ci-après soit 23 342 574,25 € :

	Budget primitif	Total des ouvertures de crédits	25%
Chapitre 10	30 000,00	30 000,00	7 500,00
Chapitre 16	60 505,00	60 505,00	15 126,25
Chapitre 20	6 328 802,00	6 328 802,00	1 582 200,50
Chapitre 204	4 604 856,00	4 604 856,00	1 151 214,00
Chapitre 21	48 733 196,00	45 717 334,00	11 429 333,50
Chapitre 23	36 554 800,00	36 554 800,00	9 138 700,00
Chapitre 27	74 000,00	74 000,00	18 500,00
<b>Total</b>	<b>96 386 159,00</b>	<b>93 370 297,00</b>	<b>23 342 574,25</b>

Article 3 : Autorise la liquidation et le mandatement des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice 2013 dans les délibérations d'ouverture des AP/CP, soit :

A.P. / C.P.	Crédits de Paiement 2013
O.P.A.H. du centre ville	391 256,25
ZAC des Bergères	9 000 000,00
Conservatoire municipal	12 603 035,67
Centre de la Falaise	100 000,00
Rénovations et aménagements de voirie	2 999 869,12
Pole environnement de l'île	100 000,00
Confortement du parvis de l'hôtel de Ville	150 000,00
Rénovation du hall des sports	648 002,98
Parking du conservatoire	740 174,95
<b>Total</b>	<b>26 732 338,97</b>

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L1612 alinéas 1 et 2,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Considérant les autorisations budgétaires du budget annexe du Restaurant administratif de l'exercice 2012,

Vu le rapport de présentation annexé,

### DELIBERE

Article 1 : Décide d'ouvrir, au titre de l'exercice 2013, en section de fonctionnement les crédits à concurrence du montant attribué pour l'ensemble de l'année 2012 pour le budget annexe du Restaurant administratif.

Article 2 : Autorise, avant le vote du budget primitif 2013 et au titre du prochain exercice budgétaire, l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits attribués en 2012, suivant le tableau ci-après :

Ouvertures de crédits	Budget primitif	25%
Chapitre 21	39 111,50	9 777,88
<b>Total</b>	<b>39 111,50</b>	<b>9 777,88</b>

**CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du MERCREDI 28 NOVEMBRE 2012**

**QUESTION N° 21**

**AUTORISATION DE LIBERER DES  
PLACEMENTS PAR ANTICIPATION**

## **Autorisation de libérer des placements financiers par anticipation**

Dans le cadre du Budget Primitif 2012, 36 559 776,84 € ont été inscrits au titre des cessions d'immobilisations financières afin d'équilibrer la section d'investissement.

Il convient donc, aujourd'hui, d'autoriser le Trésorier Municipal, sur demande formelle des services financiers de la ville, à effectuer toutes les opérations nécessaires à la reprise anticipée de certains placements et ce afin de garantir le niveau des inscriptions budgétaires votées.

**PROJET**

LE CONSEIL,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 1618-1, L1618-2 et R 1618-1,

Vu la loi de finances pour 2004 et notamment l'article 116,

Vu l'article I.3.3 de la circulaire NOR/ECO/R/04/60116/C du 22 septembre 2004,

Vu les délibérations successives relatives aux placements financiers effectués par la Ville de Puteaux,

Vu la délibération n°1689 du 11 avril 2012 relative au vote du BP 2012,

Vu le projet de délibération relative à l'adoption de la décision modificative n°1,

Vu le rapport de présentation,

### **DELIBERE**

**Article 1 :** Le Conseil Municipal autorise le Trésorier Municipal à effectuer des reventes anticipées des titres de placements, sans toutefois que le montant cumulé des remboursements à échéances et ventes anticipées ne puisse excéder le montant des crédits inscrits au budget et décisions modificatives de l'exercice 2012 au chapitre 024 au titre des cessions d'immobilisations financières, soit 36 559 776,84 €

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résident outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

Transmis au Représentant de l'Etat